

A Lille, le [cf. Date de signature]

Unité Départementale du Hainaut  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes cedex

Equipe V2


Affaire suivie par : Aurélie MOUVEAU  
Tél : 03 27 21 05 15  
Fax : 03 27 21 00 54  
[aurelie.mouveau@developpement-durable.gouv.fr](mailto:aurelie.mouveau@developpement-durable.gouv.fr)

Nos réf. : V2-AM/2022-283

INFORMATIONS NON PUBLIABLES EN PAGE 1 et 2

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

ÉTABLISSEMENT
Nom de l'entreprise : SICCANOR
Commune : Douchy-les-Mines
N° AIOT (GUN Env) : 0007001084
Courriel principal de l'entreprise : commercial@siccanor.com
Courriel complémentaire : pottier.yves@neuf.fr
Objet du rapport : Mise à jour du classement de l'établissement SICCANOR à Douchy-les-Mines suite : <ul style="list-style-type: none"><li>à l'évolution de classification de dangerosité de 2 substances – Demande de fonctionnement au bénéfice des droits acquis</li><li>au repositionnement et à la réduction des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes</li></ul>
Réf. : <ul style="list-style-type: none"><li>Dossier de porter à connaissance référencé PR2110-SICC V3 du 04/03/2022 – Actualisation du classement ICPE au vu des évolutions de classification et impact sur la mise en demeure – Transmis le 09/03/2022</li><li>Demande d'aménagement de prescriptions V2 du 29/04/2022 – Etude flux thermiques incendie rétention cuve d'alcool isopropylique et plateformes -Transmise le 09/05/2022</li></ul>

Rédacteur
<p>L'inspecteur de l'environnement</p>  <p>Aurélie MOUVEAU</p>

Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	<p>Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le préfet du Nord Pour le directeur et par délégation, P/ Le Chef du service Risques Le chef du Pôle Risques Accidentels Technologiques</p>

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

ÉTABLISSEMENT	
Nom de l'entreprise : SICCANOR	
Adresse du site :11, rue de Lourches BP 55 Commune : 59282 DOUCHY-LES-MINES	
Adresse du siège : idem	
Type d'établissement : SSB IED	Priorité : à enjeux
Objet du rapport : Mise à jour du classement de l'établissement SICCANOR à Douchy-les-Mines suite : <ul style="list-style-type: none"><li>à l'évolution de classification de dangerosité de 2 substances – Demande de fonctionnement au bénéfice des droits acquis</li><li>au repositionnement et à la réduction des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présente</li></ul>	

**Sommaire**

I. Objet du rapport

II. Présentation succincte de l'établissement

III. Demande de fonctionnement au bénéfice des droits acquis

IV. Examen du repositionnement des quantités de liquides inflammables et avis de l'Inspection

V. Examen de l'impact des modifications présentées sur la situation administrative de l'établissement

VI. Suites administratives

Annexes

1. Confidentielle : Evolution de la situation administrative au regard des modifications présentées

2. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

3. Annexe confidentielle du projet d'arrêté préfectoral complémentaire

## **I. Objet du rapport**

Par transmission reprise en référence et en application de l'article L.513-1 du code de l'environnement, la société SICCANOR a formulé une demande de fonctionnement au bénéfice des droits acquis, suite à l'évolution de classification réglementaire de dangerosité de deux substances présentes sur le site.

Par ailleurs, en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, le dossier porte également à la connaissance de M. le préfet du Nord, le repositionnement de l'exploitant vis-à-vis des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes sur le site (diminution).

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'analyse de ces différents éléments.

## **II. Présentation succincte de l'établissement**

La société SICCANOR à Douchy-les-Mines est spécialisée dans la fabrication de composés organométalliques (catalyseurs, intermédiaires de synthèse).

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 30 août 2005 complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2014 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 août 2018.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 3410-g : Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : g) Dérivés organométalliques. Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED ;
- 1450 : Stockage ou emploi de solides inflammables.

Le site est également soumis à enregistrement au titre de la rubrique :

- 4331 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3.

## **III. Demande de fonctionnement au bénéfice des droits acquis**

### **1. Contexte réglementaire**

L'article L.513-1 du code de l'environnement permet aux exploitants d'installations régulièrement mises en service et soumises, en vertu du décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration, de continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui.

Ces dispositions s'appliquent également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation.

### **2. Examen de la demande**

La société SICCANOR a formulé une demande de fonctionnement au bénéfice des droits acquis suite à l'évolution de classification réglementaire de deux substances dangereuses présentes sur le site.

Le dossier susmentionné adressé par l'exploitant reprend les informations permettant de statuer sur la demande :

Les quantités associées aux 2 substances sont présentées en annexe 1 – Informations sensibles.

La première substance est un produit liquide qui présente les mentions de dangers suivantes :

- H226 : Liquides inflammables, catégorie 3 ;
- H302 : Toxicité aiguë (par voie orale), catégorie 4 ;
- H311 : Toxicité aiguë (par voie cutanée), catégorie 3 ;
- H331 : Toxicité aiguë (par Inhalation), catégorie 3.

Les rubriques correspondantes de la nomenclature ICPE sont :

- 4130-2 : Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation - Substances et mélanges liquides ;
- 4331 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.

En application du guide technique INERIS - Application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la rubrique 4130-2 est retenue pour le classement ICPE sous le régime de l'autorisation (cf. § V. situation administrative).

La seconde substance est un produit solide qui présente les mentions de dangers suivantes :

- H302 : Toxicité aiguë (par voie orale), catégorie 4 ;
- H312 : Toxicité aiguë (par voie cutanée), catégorie 4 ;
- H331 : Toxicité aiguë (par Inhalation), catégorie 3 ;
- H318 : Lésions oculaires graves, catégorie 1.

La rubrique correspondante de la nomenclature ICPE est :

- 4130-1 (Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation - Substances et mélanges solides).

Cette rubrique est retenue pour le classement ICPE sous le régime de la déclaration (cf. § V. situation administrative).

Avis de l'Inspection des installations classées :

L'Inspection prend acte de ce reclassement.

#### **IV. Examen du repositionnement des quantités de liquides inflammables et avis de l'Inspection**

##### **1. Présentation du repositionnement**

Le site est autorisé au titre de la rubrique 4331 - Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 sous le régime de l'enregistrement :

- une cuve aérienne extérieure ;
- des récipients conditionnés stockés majoritairement sur une plateforme extérieure.

D'une part, le changement de classification de dangerosité de la première substance visée historiquement par la rubrique 4331 et désormais par la rubrique 4130-2 (Liquides toxiques par inhalation), engendre une évolution du classement du site au titre de la rubrique 4331 (diminution de la quantité).

D'autre part, dans son dossier, l'exploitant s'est également repositionné sur une diminution de la quantité maximale de liquides inflammables relevant de la rubrique 4331 susceptibles d'être présents sur le site sans modification des zones de stockage actuelles.

Les quantités associées sont présentées en annexe 1 – Informations sensibles.

Dans ces conditions, le site relève désormais du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4331 (cf. § V. situation administrative).

L'exploitant s'est également engagé dans une démarche d'amélioration de la maîtrise des risques en remplaçant lorsque cela est possible les containers de stockage fusibles des liquides inflammables par des containers en inox.

Enfin, dans son dossier, l'exploitant s'est également positionné vis-à-vis des champs d'application étendus des textes réglementaires relatifs aux liquides inflammables (arrêtés ministériels modifiés du 03/10/2010 et 24/09/2020). Les liquides inflammables considérés sont les liquides de mention de danger H224, H225, H226 ainsi que les déchets de liquides inflammables catégorisés HP3 et ne relèvent donc pas exclusivement des rubriques génériques liquides inflammables 4330 et 4331.

Selon le dossier, il en résulte que la quantité totale de liquides inflammables susceptibles d'être présente sur le site est de moins de 1 000 t (seuil des arrêtés du 03/10/2010 et du 24/09/2020) dont moins de 100 t en contenants fusibles (seuil de l'arrêté du 24/09/2020).

Le site n'entre donc pas dans le champ d'application des arrêtés ministériels modifiés du 03/10/2010 et du 24/09/2020 relatifs aux liquides inflammables, mais relève désormais de l'arrêté ministériel du 22/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.

## **2. Examen du caractère substantiel du repositionnement**

### **2.1. Références législatives et réglementaires pour les modifications des ICPE soumises à autorisation environnementale**

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, qui stipule notamment :

*« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.*

*En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. »*

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R. 181-46.I du code de l'environnement rappelées ci-dessous : *« la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

*1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*

*2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement [aucun arrêté actuellement en vigueur] ;*

*3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. ;*

*La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »*

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement rappelées ci-après :

*« II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*

*S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 »*

## **2.2 Examen du caractère substantiel des modifications au regard du critère 1° de l'article R 181-46-I**

Le repositionnement des quantités de liquides inflammables :

- ne constitue pas une nouvelle activité permanente ;
- ne constitue pas une extension de capacités de production ;
- ne consiste pas en une extension géographique.

Le repositionnement n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique ni à examen au cas par cas au titre d'une des rubriques du tableau annexé à l'article R 122-2 du code de l'environnement.

## **2.3 Examen du caractère substantiel des modifications au regard du critère 3° de l'article R 181-46 du code de l'environnement**

Dans son dossier de porter-à-connaissance, l'exploitant s'est attaché à examiner si le repositionnement des quantités de liquides inflammables était de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs supplémentaires pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

### **3.3.1 Évaluation des impacts chroniques**

La modification consistant en une diminution des quantités de liquides inflammables présentes sur le site sans modification des zones de stockage, aucun impact supplémentaire n'est attendu.

### **3.3.2 Evaluation des risques accidentels**

La modification consistant en une diminution des quantités de liquides inflammables présentes sur le site sans modification des zones de stockage, aucun risque accidentel supplémentaire n'est attendu.

Toutefois, cette diminution engendrera le reclassement du site au titre de la rubrique 4331 sous le régime de la déclaration.

L'évaluation de conformité réglementaire à l'arrêté ministériel du 22/12/2008 relatif à la rubrique 4331 à déclaration, pour les installations existantes, a été réalisée par l'exploitant et identifie une non-conformité à l'article 4.3.2 relative à l'absence de système d'extinction automatique pour la cuve aérienne de stockage de liquides inflammables, pour laquelle l'exploitant formule une demande d'aménagement de prescription.

Dans ce cadre, l'exploitant a présenté les modélisations d'un incendie depuis la rétention de la cuve de stockage de liquides inflammables et depuis les plateformes de stockage extérieur (dont liquides inflammables en conditionnés).

Il en résulte l'absence d'effets dominos ( $8 \text{ kW/m}^2$ ) depuis la cuve vers les plateformes et inversement. La rétention de la cuve de stockage de liquides inflammable se trouve toutefois dans les flux de  $3 \text{ kW/m}^2$  générés par un incendie généralisé des plateformes de stockage.

Aussi l'exploitant propose de ne pas équiper la cuve d'un système d'extinction automatique et d'implanter, en mesure compensatoire, un mur coupe-feu entre les 2 plateformes de stockage extérieur et la cuve permettant de sortir la rétention de la cuve des flux  $3 \text{ kW/m}^2$ .

Selon le dossier, le mur coupe-feu présentera les caractéristiques suivantes :

- longueur : 30 m ;
- hauteur : 4 m ;
- résistance au feu : REI 180.

L'exploitant a présenté les modélisations des flux thermiques avec le mur coupe-feu. Néanmoins celles-ci n'intègrent pas les caractéristiques énoncées dans le dossier. Il est en effet considéré un mur d'une hauteur comprise entre 5 et 10 m et présent sur 2 côtés des plateformes. Les modélisations avec mur coupe-feu ne sont donc pas recevables.

Par ailleurs la géométrie conséquente de ce mur coupe-feu extérieur de 30 m x 4 m interroge quant à l'accessibilité des secours aux plateformes de stockage, qui n'a pas été étudiée.

Avis de l'Inspection des installations classées :

En l'état, la demande d'aménagement de prescription n'est pas acceptable.

## V. Examen de l'impact des modifications présentées sur la situation administrative de l'établissement

Le tableau repris ci-dessous détaille l'évolution de la situation administrative du site au titre de la nomenclature des ICPE au regard des modifications présentées (changement de classification de dangerosité et repositionnement des quantités de liquides inflammables).

Les quantités des substances dangereuses sont présentées en annexe 1 – Informations sensibles

Rubrique et libellé de la rubrique	Situation autorisée APA du 30/08/2005	Situation autorisée APC du 22/08/2018	Evolution sollicitée	Situation administrative présentée
1450 Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	150 t/an  A	65 t  A	/	65 t  A
3410-g Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : g) dérivés organométalliques	Rubrique existante non	500 t/an  A	/	500 t/an  A



Rubrique et libellé de la rubrique	Situation autorisée APA du 30/08/2005	Situation autorisée APC du 22/08/2018	Evolution sollicitée	Situation administrative présentée
4001 Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11	Rubrique existante non	Absence de classement  NC	Evolution de classification de 2 substances  Quantité : voir annexe 1	Installations vérifiant la règle de cumul seuil bas  A (SB)
4130-2 Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	Rubrique existante non	Quantité : voir annexe 1  D	Evolution de classification d'une substance  Quantité augmentée : voir annexe 1	Quantité augmentée : voir annexe 1  A
4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Rubrique existante non	Quantité : voir annexe 1  E	Evolution de classification d'une substance + Réduction des quantités stockées  Quantité réduite : voir annexe 1	Quantité réduite : voir annexe 1  D
2910-A Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	3 375 kW  D	2,81 MW  D	/	2,81 MW  D

Rubrique et libellé de la rubrique	Situation autorisée APA du 30/08/2005	Situation autorisée APC du 22/08/2018	Evolution sollicitée	Situation administrative présentée
4120-1 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	Rubrique existante non	Quantité : voir annexe 1  D	/	Quantité : voir annexe 1  D
4130-1 Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	Rubrique existante non	Absence de produits relevant de cette rubrique	Evolution d'une substance  Quantité : voir annexe 1	Quantité : voir annexe 1  D
4140-2 Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Rubrique existante non	Quantité : voir annexe 1  D	/	Quantité : voir annexe 1  D
4510 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Rubrique existante non	Quantité : voir annexe 1  D	/	Quantité : voir annexe 1  D

SH (Seuil Haut) ou SB (Seuil Bas) ou A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

Les modifications présentées engendrent :

- le classement du site sous 3 nouvelles rubriques ICPE sous le régime de la déclaration (4130-1) et de l'autorisation (4001 ; 4130-2) au bénéfice des droits acquis ;
- le passage du régime de l'enregistrement à celui de la déclaration pour les liquides inflammables (4331).

La liste actualisée de l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement et le classement ICPE actualisé sont présentés en annexe 3 – Informations sensibles.

Sur le plan administratif, l'établissement qui était jusqu'à présent soumis à autorisation au titre de la législation des installations classées, passe sous le régime seuil bas par la règle de cumul seuil bas définie à l'article R.511-11 du code de l'environnement au titre des dangers pour la santé.

Le détail de la règle de cumul est présenté en annexe 3 - Informations sensibles.

Ce passage de l'établissement sous le statut seuil bas s'accompagne de nouvelles dispositions réglementaires pour l'établissement, conformément au code de l'environnement (section 9, chapitre V, titre Ier du livre V) et à l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents

majeurs classées mentionnées à la section 9 , chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement :

- remise d'une étude de dangers ;
- recensement régulier des substances et mélanges dangereux ;
- élaboration d'une politique de prévention des accidents majeurs ;
- élaboration d'un plan d'opération interne.

Un projet d'arrêté préfectoral, présenté en annexe 2 (comportant une annexe confidentielle reprise en annexe 3), a donc été établi pour actualiser :

- le tableau des installations classées de l'établissement ;
- les prescriptions applicables au site en tant qu'établissement seuil bas ;
- les prescriptions applicables pour les liquides inflammables sous le régime de la déclaration.

## **VI. Suites administratives**

Compte tenu de ce qui précède, nous proposons à Monsieur le préfet du Nord d'imposer à l'exploitant par voie d'arrêté préfectoral, pris dans les formes de l'article R.181-45 du code de l'environnement, les prescriptions reprises dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

## ANNEXE 1 : confidentielle : Evolution de la situation administrative au regard des modifications présentées

**ATTENTION : annexe contenant des informations sensibles - Informations communicables sur demande**

Rubrique et libellé de la rubrique	Situation autorisée APA du 30/08/2005	Situation autorisée APC du 22/08/2018	Evolution sollicitée	Situation administrative présentée
1450 Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	150 t/an  A	65 t  A	/	65 t  A
3410-g Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : g) dérivés organométalliques	Rubrique existante non	500 t/an  A	/	500 t/an  A
4001 Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11	Rubrique existante non	Absence de classement  NC	Evolution de classification de l'acétylacétone (+30 t)  Evolution de classification de l'acétylacétonate de fer (+13 t)	Installations vérifiant la règle de cumul seuil bas au titre des dangers pour la santé (Sa)  A (SB)
4130-2 Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t  <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	Rubrique existante non	6 t  D	Evolution de classification de l'acétylacétone (+30 t)	36 t  A
4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Rubrique existante non	200 t  E	Evolution de classification de l'acétylacétone (-30 t au titre liquide inflammable)  + Réduction des quantités stockées	92 t  D

Rubrique et libellé de la rubrique	Situation autorisée APA du 30/08/2005	Situation autorisée APC du 22/08/2018	Evolution sollicitée	Situation administrative présentée
<p>2910-A Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>3 375 kW</p> <p>D</p>	<p>2,81 MW</p> <p>D</p>	/	<p>2,81 MW</p> <p>D</p>
<p>4120-1 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t</p>	<p>Rubrique existante non</p>	<p>7,5 t</p> <p>D</p>	/	<p>7,5 t</p> <p>D</p>
<p>4130-1 Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t</p>	<p>Rubrique existante non</p>	<p>Absence de produits relevant de cette rubrique</p>	<p>Evolution de classification de l'acétylacétate de fer (+13 t)</p>	<p>13 t</p> <p>D</p>

Rubrique et libellé de la rubrique	Situation autorisée APA du 30/08/2005	Situation autorisée APC du 22/08/2018	Evolution sollicitée	Situation administrative présentée
4140-2 Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Rubrique existante non	6 t  D	/	6 t  D
4510 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Rubrique existante non	30 t  D	/	30 t  D

SH (Seuil Haut) ou SB (Seuil Bas) ou A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

## **ANNEXE 2 : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement  
Réf : DCPI-BICPE/

**Arrêté préfectoral imposant à la société SICCANOR  
des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son  
établissement situé à DOUCHY-LES-MINES**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet du Nord

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, L.181-25, L. 513-1, R. 181-45, R. 513-1 à R.513-2 et R.181-46 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, M. Georges-François LECLERC ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 août 2005 autorisant la société SICCANOR à exploiter une nouvelle unité de fabrication de catalyseurs et d'intermédiaires de synthèse sur la commune de DOUCHY-LES-MINES ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2014 imposant à la société SICCANOR des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à DOUCHY-LES-MINES ;



Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 août 2018 imposant à la société SICCANOR des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à DOUCHY-LES-MINES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021 portant délégation de signature à Madame Amélie PUCCINELLI, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Nord ;

Vu l'étude des dangers du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juillet 2004 ;

Vu le dossier de porter à connaissance référencé PR2110-SICC V3 déposé le 09/03/2022 par la société SICCANOR, dont le siège social sis 11 rue de Lourches 59282 DOUCHY-LES-MINES, en vue de :

- fonctionner au bénéfice des droits acquis suite à l'évolution de classification de dangerosité de 2 substances,
- repositionner les quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, à cette même adresse ;

Vu la demande d'aménagement de prescriptions V2 déposée le 09/05/2022 par la société SICCANOR ;

Vu le rapport du [REDACTED] de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du [REDACTED] ;

Vu l'absence d'observation ou les observations de l'exploitant transmises par courriel du [REDACTED] ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du [REDACTED] ;

Considérant ce qui suit :

1. les modifications présentées font évoluer le classement de l'établissement vis-à-vis de la nomenclature des installations classées ;
2. le repositionnement des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes correspond à une diminution et ne constitue pas une modification substantielle, au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;
3. qu'en conséquence, les modifications présentées peuvent être autorisées par voie d'arrêté de prescriptions complémentaires des installations du site régulièrement autorisées ;
4. le passage de l'établissement sous le statut Seuil Bas s'accompagne de nouvelles dispositions réglementaires relatives à la prévention des risques technologiques ;
5. l'étude des dangers du site susvisée nécessite d'être mise à jour afin de satisfaire aux exigences fixées par l'arrêté ministériel du 26/05/2014 et la circulaire du 10/05/2010 susvisés ;
6. au vu du classement du site et des quantités de produits dangereux présents sur le site, il est indispensable que l'exploitant puisse justifier de la bonne maîtrise des risques qu'il génère en s'appuyant sur une étude des dangers complète et proportionnée aux risques ;
7. l'exploitant a sollicité un aménagement à l'article 4.3.2 de l'arrêté ministériel du 22/12/2008 susvisé afin de ne pas équiper la cuve aérienne de stockage de liquides inflammables d'un système d'extinction automatique ;
8. la demande d'aménagement susvisée n'est pas acceptable compte tenu de la non recevabilité des modélisations des flux thermiques produites à l'appui de la demande et au regard des enjeux d'accessibilité des plateformes extérieures de stockage par les services de secours non étudiés ;
9. certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;
10. ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

La société SICCANOR, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 11 rue de Louches 59282 DOUCHY-LES-MINES, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté complémentaire pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de DOUCHY-LES-MINES.

### Article 2 – Liste des installations classées pour la protection de l'environnement

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2005 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

<b>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</b>	<b>LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION</b>	<b>RÉGIME</b>
1450	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	65 t	A
3410-g	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : g) dérivés organométalliques	500 t/an	A
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11	Installations vérifiant la règle de cumul seuil bas au titre des dangers pour la santé (Sa)	A (SB)
4130-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t  <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	Voir annexe – Informations sensibles	A
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Voir annexe – Informations sensibles	D
2910-A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion,	1 chaudière de 2,34 MW 1 générateur d'air chaud de 0,321 MW 1 groupe électrogène de 0,150 MW	D

RUBRIQUE DE CLASSEMENT	LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RÉGIME
	des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Soit 2,81 MW	
4120-1	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	Voir annexe – Informations sensibles	D
4130-1	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	Voir annexe – Informations sensibles	D
4140-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Voir annexe – Informations sensibles	D
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Voir annexe – Informations sensibles	D
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m³ 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³ Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20°C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, exceptés le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation	20 m³	NC

<b>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</b>	<b>LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION</b>	<b>RÉGIME</b>
1530	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieure à 20 000 m <sup>3</sup> 2. Supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup>	50 m <sup>3</sup>	NC
1532-2	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	100 m <sup>3</sup>	NC
1630	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	5 t	NC
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas qu'à l'état alvéolaire ou expansé et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 10 000 m <sup>3</sup> b) Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup>	40 m <sup>3</sup>	NC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	15 kW	NC
4110-2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	Voir annexe – Informations sensibles	NC
4330	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides	Voir annexe –	NC

<b>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</b>	<b>LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION</b>	<b>RÉGIME</b>
	inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	Informations sensibles	
4441	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Voir annexe – Informations sensibles	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	Voir annexe – Informations sensibles	NC
4630	Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH029 (au contact de l'eau, dégagement de gaz toxiques). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Voir annexe – Informations sensibles	NC
47xx	Rubriques nommément désignées	Voir annexe – Informations sensibles	NC

SH (Seuil Haut) ou SB (Seuil Bas) ou A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

L'établissement est classé Seuil Bas (SB) par la règle de cumul Seuil Bas définie à l'article R.511-11 du code de l'environnement au titre des dangers pour la santé (Sa). »

### Article 3 – Prévention des risques technologiques

#### Article 3.1 – Généralités

Les installations doivent être conçues, construites, exploitées et entretenues conformément à l'état de l'art, en vue de prévenir les accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses et de limiter leurs conséquences pour l'homme et l'environnement.

#### Article 3.2 – Etude des dangers

L'étude de dangers de l'établissement est transmise au préfet dans un délai de 12 mois suivant la notification du présent arrêté.

L'étude de dangers doit être conforme notamment aux dispositions des textes suivants :

- Article L.181-25 du code de l'environnement ;
- Articles D.181-15-2-III et R.515-90 du code de l'environnement ;

- Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

L'étude de dangers est réalisée dans un document unique à l'établissement, éventuellement complété par des documents se rapportant aux différentes installations concernées. Elle justifie que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise des risques internes à l'établissement dans des conditions économiques acceptables, c'est-à-dire celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit pour la sécurité globale de l'installation, soit pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'étude de dangers démontre par ailleurs qu'une politique de prévention des accidents majeurs et un plan d'opération interne sont élaborés et mis en œuvre de façon appropriée.

### Article 3.3 – Recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux

L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014.

Le premier recensement effectué sur le site est transmis au préfet pour le 09/03/2023 puis tous les quatre ans, au 31 décembre.

Il est par ailleurs mis à jour :

- avant la mise en service d'une nouvelle installation ;
- avant la réalisation de changements notables ;
- en cas de demande de fonctionnement au bénéfice des droits acquis ;
- en cas de changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'établissement.

L'exploitant tient le préfet informé du résultat de ce recensement selon les modalités fixées par l'arrêté du 26 mai 2014.

### Article 3.4 – Politique de prévention des accidents majeurs

L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs. Ce document est maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La politique de prévention des accidents majeurs est élaborée pour le 09/03/2023.

Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs.

Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers.

L'exploitant assure l'information du personnel de l'établissement sur la politique de prévention des accidents majeurs.

Tout au long de la vie de l'installation, l'exploitant veille à l'application de la politique de prévention des accidents majeurs et s'assure du maintien du niveau de maîtrise des risques.

La politique de prévention des accidents majeurs est réexaminée au moins tous les cinq ans et mise à jour si nécessaire.

Elle est par ailleurs réexaminée et mise à jour :

- avant la mise en service d'une nouvelle installation ;
- avant la mise en œuvre des changements notables ;

- à la suite d'un accident majeur.

Le document définissant la politique de prévention des accidents majeurs ainsi que les réexamens périodiques dont il fait l'objet sont soumis à l'avis du comité social et économique prévu à l'article L. 2311-2 du code du travail.

### Article 3.5 – Plan d'opération interne

L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de :

- contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;
- mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

Le P.O.I est élaboré pour le 01/01/2023 .

Dès sa mise en œuvre, le P.O.I prescrit par le présent article se substituera au plan de secours prescrit par l'article 35.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 2005 susvisé.

Le P.O.I doit être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Le P.O.I définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents majeurs.

Il est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers.

Il est réexaminé et mis à jour au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu'à chaque changement notable porté à la connaissance du préfet par l'exploitant, avant la mise en service d'une nouvelle installation, à chaque révision de l'étude de dangers, à chaque modification de l'organisation, à la suite des mutations de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I., jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours externe par le préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I et, s'il existe, au Plan Particulier d'Intervention (P.P.I.).

Le P.O.I. est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Il est diffusé pour information, à chaque mise à jour :

- en double exemplaire à l'inspection des installations classées (DREAL : unité territoriale et service Risques) au format papier. Une version électronique et opérationnelle du P.O.I est envoyée conjointement à la version papier à l'inspection des installations classées ;
- au SDIS qui précisera le nombre d'exemplaires à transmettre en fonction des nécessités opérationnelles ;
- à la Préfecture.

À chaque nouvelle version du P.O.I, le personnel travaillant dans l'établissement, y compris le personnel sous-traitant est consulté dans le cadre du comité social et économique, s'il existe. L'avis du comité social et économique est joint à l'envoi du P.O.I à la DREAL.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I. Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Ces exercices incluent les installations classées voisines susceptibles d'être impactées par un accident majeur.

L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.

Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 – Dispositions particulières applicables à la rubrique 4331 (D) – Liquides inflammables de catégorie 2 ou de catégorie 3

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 22/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 sont applicables pour les prescriptions applicables aux installations existantes telles que définies par ce texte.

Article 5 – Sanctions

Article 6 – Voies et délais de recours

Article 7 – Décision et notification



## **ANNEXE 3 : Annexe confidentielle du projet d'arrêté préfectoral complémentaire**

**ATTENTION : annexe contenant des informations sensibles - Informations communicables sur  
demande**

**ANNEXE : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

**ATTENTION : annexe contenant des informations sensibles - Informations communicables sur demande**

<b>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</b>	<b>LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION</b>	<b>RÉGIME</b>
1450	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	65 t	A
3410-g	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : g) dérivés organométalliques	500 t/an	A
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11	Installations vérifiant la règle de cumul seuil bas au titre des dangers pour la santé (Sa)	A (SB)
4130-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t  <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	36 t	A
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	92 t	D
2910-A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement,	1 chaudière de 2,34 MW 1 générateur d'air chaud de 0,321 MW 1 groupe électrogène de 0,150 MW  Soit 2,81 MW	D

<b>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</b>	<b>LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION</b>	<b>RÉGIME</b>
	ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW		
4120-1	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	7,5 t	D
4130-1	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	13 t	D
4140-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	6 t	D
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	30 t	D
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> 2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20°C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, exceptés le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation	20 m <sup>3</sup>	NC
1530	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieure à 20 000 m <sup>3</sup> 2. Supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à	50 m <sup>3</sup>	NC

<b>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</b>	<b>LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION</b>	<b>RÉGIME</b>
	20 000 m <sup>3</sup>		
1532-2	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	100 m <sup>3</sup>	NC
1630	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	5 t	NC
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas qu'à l'état alvéolaire ou expansé et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 10 000 m <sup>3</sup> b) Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup>	40 m <sup>3</sup>	NC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	15 KW	NC
4110-2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	5 kg	NC
4330	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée. La quantité totale susceptible d'être présente dans	5 kg	NC

<b>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</b>	<b>LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION</b>	<b>RÉGIME</b>
	les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t		
4441	Liquides combustibles catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	200 kg	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	5 kg	NC
4630	Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH029 (au contact de l'eau, dégagement de gaz toxiques). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	75 kg	NC
4715	Hydrogène (numéro CAS 133-74-0). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t	2 kg	NC
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t	20 kg	NC
4722	Méthanol (numéro CAS 67-56-1). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	5 t	NC
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	20 kg	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :	5 t	NC

<b>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</b>	<b>LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION</b>	<b>RÉGIME</b>
	2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total		

SH (Seuil Haut) ou SB (Seuil Bas) ou A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

L'établissement est classé Seuil Bas (SB) par la règle de cumul Seuil Bas définie à l'article R.511-11 du code de l'environnement au titre des dangers pour la santé (Sa).

En effet, s'agissant des dangers pour la santé (Sa), la règle de cumul s'établit comme suit :

<b>Rubrique concernée</b>	<b>Quantité (t)</b>	<b>Seuil haut (t)</b>	<b>Contribution seuil haut (t)</b>	<b>Seuil bas(t)</b>	<b>Contribution seuil bas (t)</b>
4110-2	0,005 t	20	$0,005/20 = 0,0002$	5	$0,005/5 = 0,001$
4120-1	7,5 t	200	$7,5/200 = 0,0375$	50	$7,5/50 = 0,15$
4130-1	13 t	200	$13/200 = 0,065$	50	$13/50 = 0,26$
4130-2	36 t	200	$36/200 = 0,18$	50	$36/50 = 0,72$
4140-2	6 t	200	$6/200 = 0,03$	50	$6/50 = 0,12$
4722	5 t	5000	$5/5000 = 0,001$	500	$5/500 = 0,01$
		TOTAL Seuil Haut	0,31	TOTAL Seuil Bas	<b>1,26</b>